

Unité départementale des Cotes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 1er septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS France

6 avenue Charles Lindbergh
BP 70342
33697 MERIGNAC

Code AIOT : 0005506331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement COLAS France implanté Le Grognet 22190 Plérin. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle a été programmé dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 01/09/2021 et du programme pluri-annuel de contrôles des installations classées pour la protection de l'environnement autorisées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS France
- Le Grognet 22190 Plérin
- Code AIOT : 0005506331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société COLAS France exploite une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux de construction (ISDND amiante) et de déchets inertes (ISDI), au lieu-dit Le Grognet sur la commune de PLERIN.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de l'arrêté de mise en demeure du 01/09/2021
- Autosurveillance
- Piézomètre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société Colas France a repris l'exploitation du site du Grognet suite à la fusion simplifiée de la société Nicol Environnement au sein du groupe depuis le 1er mai 2023, avec effet rétroactif au 1er janvier 2023.

Suite à ces changements, la déchèterie professionnelle également située à Plérin a été reprise par le groupe GUYOT Environnement.

Pour le site du Grognet, la société a décidé de suspendre les activités du site depuis le 1er avril 2023 et jusqu'à nouvel ordre pour réorganiser le changement des équipes et les modalités d'exploitation. Des travaux sont nécessaires, notamment :

- le changement du pont bascule (en travaux le jour de la visite) ;
- l'installation de la fibre pour optimiser la connexion avec le site de Ploufragan où sera présent le responsable d'exploitation et l'équipe administrative.

La date de fin d'exploitation du site du Grognet est fixée au 9 août 2027, soit dans 4 ans.

L'accès aux plateformes de déchets inertes par l'entrée actuelle, située au bas du site, devient de plus en plus compliqué. En effet, en 2022, une semi-remorque s'est renversée. Aussi, au vu de l'évolution de la topographie et des difficultés croissantes des accès aux plateformes, l'exploitant est en cours de réflexion pour envisager un accès par le haut du site. Il a récemment rencontré le maire de la commune de Plérin pour évoquer ce projet. Compte-tenu de la durée restante d'exploitation et des modifications envisagées, un dossier de demande d'autorisation environnementale sera sûrement à prévoir. Une demande de prolongation temporaire au titre de l'article R.181-49 du Code de l'Environnement sera peut-être nécessaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Piézomètre	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	/	Sans objet
7	Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 04/11/2016, article 8.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions constructives des casiers mono-déchets	AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fréquence auto-surveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Paramètres auto-surveillance des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 5	/	Sans objet
4	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 66	/	Sans objet
6	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 10/08/2007, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le départ rapide et non prévu de l'ancien responsable de site fin 2022 et le changement d'exploitant en début d'année 2023 ont perturbé le fonctionnement du site entraînant quelques non-conformités. Cependant, suite au contrôle, la nouvelle équipe a rapidement corrigé les non-conformités constatées.

De plus, la décision par le nouvel exploitant d'arrêter les activités pour permettre la réorganisation de la nouvelle équipe a évité le risque de dysfonctionnements supplémentaires.

Au vu des constats effectués lors de cette inspection et celle du 05/05/2022, il est proposé de lever l'arrêté de mise en demeure du 1er septembre 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives des casiers mono-déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives des subdivisions de casiers d'amiante lié
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La société NICOL ENVIRONNEMENT procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect des caractéristiques techniques du casier recevant les déchets d'amiante liés, conformément à l'article 40 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux :</p> <p>« Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ;- les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur. <p>La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. [...] »</p> <p>L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en réalisant une étude de perméabilité des fonds et flancs des subdivisions de casier en cours d'utilisation.</p> <p>Il transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de l'étude sous un délai de 1 mois à compter de la réception des résultats.</p>
Constats : <p>Tous les résultats d'analyse de la perméabilité de la subdivision 2, en cours d'exploitation, et 3, non exploitée, ont été transmis par l'exploitant post-inspection.</p> <p>Les tests de perméabilité sont conformes.</p> <p>Les subdivisions 3 et 4 sont toujours prévues comme indiqué sur le plan transmis en 2021. Elles ne sont toujours pas exploitées actuellement. L'exploitant a bien pris note que tout démarrage d'exploitation d'une nouvelle subdivision doit avoir l'aval préalable de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/09/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des fréquences
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La société NICOL ENVIRONNEMENT procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect de la fréquence trimestrielle des analyses de ses eaux de ruissellement, conformément à l'article 8-3 de son arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/16 :</p> <p>« Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance :</p> <p>L'autosurveillance comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">• Suivi de la qualité des rejets au milieu naturel :◦ en phase d'exploitation (phase d'admission et de stockage de déchets) : analyse trimestrielle de l'ensemble des paramètres listés à l'article 5 du présent arrêté. [...] » <p>L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire en respectant les fréquences de son autosurveillance.</p> <p>Il veillera à renseigner régulièrement l'application GIDAF.</p>
Constats : <p>Pour le trimestre 3 - 2022, les analyses ont été réalisées le 29/09/2022. Une copie du rapport a été remis en main propre lors de la visite. L'exploitant transmettra un exemplaire numérique à l'inspection.</p> <p>Pour le trimestre 4 - 2022, l'exploitant a indiqué que le laboratoire n'était pas passé pour réaliser les mesures. En effet, l'ancien responsable de site ayant quitté l'entreprise fin octobre 2022, le suivi d'exploitation a été repris par les équipes de Colas France Loire-Atlantique. Cependant, il a fallu un temps de mise en place et de réorganisation. A cette période, la société Colas n'avait pas prévenu le laboratoire du changement de contact, ce qui explique ce manquement pour le 4ème trimestre.</p> <p>En revanche, l'analyse du trimestre 1 - 2023 a bien été réalisée. Une copie du rapport d'analyses a été remis en main propre lors de la visite et un envoi numérique a été fait post-inspection par l'exploitant. Le paramètre des MES qui était en fort dépassement début 2022 est revenu conforme depuis le 3ème trimestre 2022. Les travaux réalisés (curage du bassin, canalisation des boues, pose d'enrobés, changement des dispositifs de traitement) ont été efficaces. La concentration des métaux totaux qui était assez proche de la valeur limite a également retrouvé des concentrations correctes.</p> <p>Compte-tenu de la situation exceptionnelle de départ non prévue et rapide de l'ancien responsable de site et au vu des résultats satisfaisants de l'autosurveillance des eaux superficielles, il est considéré le respect de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux de ruissellements avant rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux de ruissellement dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-après définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (eaux de ruissellement) cf. tableau de valeurs de l'AP
Constats : Les analyses du trimestre 3 - 2022 et du trimestre 1 - 2023 sont conformes sur les MES et les métaux totaux : <ul style="list-style-type: none">• Trimestre 3 (29/09/2022) en période de sécheresse :<ul style="list-style-type: none">◦ MES : 19 mg/l◦ Métaux totaux : 3,66 mg/l• Trimestre 1 (31/03/2023) :<ul style="list-style-type: none">◦ MES : 87 mg/l◦ Métaux totaux : 10,7 mg/l <p>L'analyse des rapports de 2022 avaient montré le manquement du suivi des paramètres Arsenic (As) et Chrome hexavalent (Cr6+). L'As a été analysé sur le trimestre 1 – 2023. En revanche, le Cr6+ est toujours manquant.</p> <p>L'exploitant devra voir avec son laboratoire pour mettre à jour la liste des paramètres à analyser.</p> <p>Pour rappel, le paramètre Chrome (Cr) mesuré pour la somme des métaux est différent du Chrome hexavalent (CrVI).</p> <p>L'exploitant veillera également à indiquer à son laboratoire que s'il n'a pas pu réaliser la mesure de l'indiquer dans son rapport ainsi que le motif.</p> <p>La visite sur site a permis de constater que le bassin avait été totalement curé et que la bâche avait été réparée. En effet, l'exploitant a indiqué que la végétation avait percé à plusieurs endroits la bâche d'étanchéité. Une réfection totale a été réalisée. L'exploitant a indiqué qu'actuellement il n'y avait pas de procédure d'entretien prévue pour le bassin et le rotoluve.</p> <p>Cependant, il est prévu de mettre en place des procédures lors de la reprise de l'activité (contrôle visuel régulier avec programmation d'intervention si nécessaire). L'exploitant a réalisé de nombreux travaux pour éviter que le bassin se retrouve de nouveau embourbé comme avant.</p> <p>Il a été constaté lors de la visite que le débroussaillage des abords du bassin n'avait pas été réalisé.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant qu'un entretien régulier des abords du bassin est nécessaire pour éviter le développement de la végétation et permettre un accès pour son contrôle et son entretien régulier.</p> <p>Concernant le rotoluve, il n'a pas été nettoyé comme demandé en 2022. L'exploitant devra procéder rapidement à son nettoyage complet.</p> <p>Enfin, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'enherbement important du fossé de canalisation des eaux boueuses avant l'arrivée au bassin,• la présence de beaucoup de boues dans la plateforme de délestage en amont du fossé.

L'exploitant devra rapidement procéder au débroussaillage du fossé de canalisation de ces eaux de ruissellement et au nettoyage de la plateforme de délestage juste avant le fossé.
Il devra veiller à l'entretien régulier de ces 2 dispositifs en amont, qui est nécessaire pour éviter de saturer rapidement le débourbeur et le bassin comme précédemment.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 66

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'article 25 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé est remplacé par :

« Art. 25. L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] »

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...]

Constats :

La mesure des retombées de poussières a été réalisée l'été 2022 (juin-juillet).

Une copie du rapport a été remis en main propre lors de la visite :

Valeurs des points :

- P1 : 419 (2021) - 331 (2022) = point toujours non conforme
- P2 : 239 (2021) - 111 (2022) = point revenu conforme
- P3 : 188 (2021) - 169 (2022) = point toujours conforme
- P4 : 180 (2021) - 186 (2022) = point toujours conforme
- P5 : 759 (2021) - 205 (2022) = point presque conforme

P1 est toujours en dépassement. Ce point se situe tout en haut du front de taille après la végétation (en limite d'une pâture de chevaux). Un témoin de l'activité agricole à proximité est prévu pour la campagne de mesures 2023 afin de voir si ce dépassement viendrait de l'activité agricole et non de l'activité du site.

Au niveau de P5, un élagage des arbres en limite de propriété a été réalisé. L'environnement de ce point devrait permettre un retour à la conformité. En effet, la végétation présente au-dessus des jauges ou plaquettes peut entraîner des retombées de poussières supplémentaires, faussant le résultat.

Les mesures en 2023 sont à faire préférentiellement lors de la reprise de l'activité du site. Cependant, si l'activité ne reprend qu'en fin d'année, il faudra tout de même réaliser ces mesures avant car une mesure par an est obligatoire. Ces mesures pourront servir de témoin.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Nivellement NGF et identification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :</p> <p>[...]</p> <p>- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines [...], leurs coordonnées géographiques [...], la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les piézomètres sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nivelés en mètres NGF mais aucun marquage pérenne n'est présent sur la tête d'ouvrage ; • localisés géographiquement ; • pas déclarés à la BSS ; <p>Concernant leur déclaration IOTA, l'exploitant va se renseigner mais il ne pense pas qu'il y ait eu une déclaration de faite lors de leur mise en place.</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection un rapport reprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la localisation sur un plan IGN au 1/25000 ; • les coordonnées géographiques en Lambert 93 ; • les références cadastrales ; • la côte NGF de la tête de l'ouvrage ; • le code BSS <p>Si aucune déclaration IOTA n'a été faite, il indiquera dans son rapport la rubrique correspondante à la nomenclature IOTA pour ses piézomètres.</p> <p>Enfin, il veillera à matérialiser de façon pérenne le repère de la côte NGF sur la tête d'ouvrage et mettra en place une identification reprenant le nom du piézomètre, son code BSS et sa côte NGF.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2007, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets admissible en ISDI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes : cf. tableau de l'AP.
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté la présence d'un tas de déchets en refus de tri comprenant : <ul style="list-style-type: none">• beaucoup de ferrailles nécessitant un concassage préalable pour séparer le béton de la ferraille ;• des gaines plastiques de grande taille prises dans le béton nécessitant un concassage préalable pour séparer le béton des gaines ;• la présence de panneaux isolants entre des plaques de bétons ; L'exploitant a indiqué que ce refus de tri devait dater d'environ 2 mois (juste avant l'arrêt d'activité du 1er avril). Post-inspection, il a rapidement procédé à leur traitement et a transmis l'ensemble des justificatifs à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2016, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'Environnement et conformément à l'article 8.3, l'exploitant établit chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses effectuées. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 8.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Le rapport de synthèse est adressé à l'inspection des installations classées. Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).
Constats : Lors de la visite, l'autosurveillance n'avait pas été renseignée sur l'application GIDAF pour le 2ème semestre 2022 et le premier trimestre 2023. Depuis les périodes manquantes ont été renseignées et complétées. En revanche, le rapport de synthèse des résultats de l'autosurveillance n'a pas été adressé à l'inspection des installations classées pour l'année 2022. L'exploitant devra le transmettre à l'inspection dans un délai de 1 mois et veiller à l'adresser chaque année.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet